



HAL
open science

L'Équateur : un pays au cœur des migrations latino-américaines et de leurs tensions

Lucie Laplace

► **To cite this version:**

Lucie Laplace. L'Équateur : un pays au cœur des migrations latino-américaines et de leurs tensions. FALMag : France Amérique latine magazine, 2018, 2018 (Hors série), pp.13-14. hal-04599615

HAL Id: hal-04599615

<https://hal.science/hal-04599615v1>

Submitted on 3 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Équateur : un pays au cœur des migrations latino-américaines et de leurs tensions

*Lucie Laplace, doctorante de science politique à l'Université Lumière Lyon 2,
chercheuse associée au Département de Sociologie et d'Études de genre de la FLACSO-Ecuador.*

L'Équateur est un cas intéressant pour traiter des thématiques migratoires en Amérique latine. Pays ayant souffert d'une forte émigration au tournant des années 2000 (entre 1,4 et 1,6 million de citoyens ont émigré entre 1999 et 2005), il a mis en place des politiques de retour innovatrices. Récepteur du plus grand nombre de demandeurs d'asile du sous-continent (65 415 réfugiés reconnus en 2017), il a su faire face à ce défi en mettant en place une politique d'accueil avec l'aide des Nations Unies. Après plus d'une décennie de politiques néolibérales destructrices, l'ex-Président Rafael Correa a été porteur d'un projet de changement social en faveur d'un modèle post-développementaliste, dans lequel les migrants sont un pilier de l'économie populaire et solidaire. Cet article présente l'évolution des politiques migratoires équatoriennes, ainsi que l'écart entre les discours et les pratiques.

Des politiques migratoires indexées sur le projet de développement étatique

À partir du début du XX^{ème} siècle et jusqu'en 1971, les politiques migratoires équatoriennes sont définies par le projet développementaliste nationaliste du régime, qui sépare les migrants « désirables » des migrants « indésirables »¹. De 1971 à 2000, les politiques sécuritaires restreignent l'accueil des migrants dans le pays. La crise économique majeure qu'affronte le pays en 1996 produit des séquelles jusqu'en 2005: d'importants flux d'Équatoriens partent chercher de meilleures opportunités à l'étranger, principalement aux États-Unis et en Espagne. À cette crise, s'ajoute à partir des années 2000 l'afflux de population colombienne qui fuit le conflit. Ainsi, au début du XXI^{ème} siècle, l'Équateur se trouve dans une situation de forte crise économique et politique, où la question migratoire devient un problème public. L'élection du socialiste Rafael Correa en 2006 permet une évolution du panorama. Son accès à la présidence est largement soutenu par les mouvements sociaux, qui formulent des demandes en faveur des droits humains individuels et collectifs. La thématique migratoire est également portée sur le devant de la scène dans ce contexte de crise. La réforme des politiques migratoires va donc s'appuyer sur la promotion des piliers de la « Révolution citoyenne » : le Bien vivre, la mobilité humaine, et la citoyenneté universelle. Un discours qui place l'humain au centre des politiques, comme le mentionne la Constitution de 2008, résultat du travail d'une Assemblée constituante basée sur une large consultation de la société civile et adoptée par référendum populaire. Dès 2008, un projet de loi sur la mobilité humaine est proposé pour renouveler le vieux cadre migratoire inadaptée. Neuf projets verront le jour, le dernier sera finalement adopté par l'Assemblée nationale en janvier 2017. Cette version se révèle décevante, entérinant surtout les pratiques en œuvre ces dernières années, sans renforcer les droits constitutionnels.

L'Équateur : la nouvelle plaque tournante du sous-continent latino-américain

Avec l'ouverture des frontières proclamées pendant quelques mois en 2008, le gouvernement équatorien espérait faire figure d'exemple progressiste et poursuivait l'objectif de stimuler le tourisme en n'exigeant aucun visa pour les étrangers. Rapidement, le gouvernement revient sur cette mesure pour appliquer des politiques plus restrictives face aux risques d'accroissement du trafic de drogues et au développement des réseaux de traite de personnes dans le pays, phénomène contre lequel les autorités équatoriennes peinent à œuvrer. Cependant, le pays garde des lois relativement ouvertes, et la surveillance des frontières terrestres reste peu rigoureuse. Cette législation assez favorable convertit le pays en plaque tournante migratoire, notamment pour les migrants latino-américains souhaitant se rendre aux États-Unis, dans un contexte de fermeture des routes centre-américaines.

¹ RAMÍREZ Jacques, *La política migratoria en Ecuador: rupturas, tensiones, continuidades y desafíos*, Quito, IAEN, 2013.

Des politiques en faveur des réfugiés

Entre 2000 et 2009, on assiste à un afflux de réfugiés venus massivement de Colombie. Durant presque une décennie, la position du gouvernement équatorien a largement évolué face à cette crise humanitaire. En 2000, l'État sollicite l'aide du Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies (le HCR) pour créer une administration à même de gérer la situation. Rapidement, le Haut Commissariat pour les Réfugiés va assister le gouvernement pour mettre en place un service d'examen des demandes d'asile, former les fonctionnaires aux normes internationales pour déterminer le statut des individus fuyant le conflit et promouvoir les droits des personnes en nécessité de protection internationale. Le HCR, aidé financièrement d'USAID, met en place son action de terrain grâce à des ONG (HIAS, le Service Jésuite pour les Réfugiés, Mission Scalabriniana ...) et des associations locales (Asylum Acces, RET, Fudela, Fundación Ambiente y Sociedad, Fundación Esperanza, la Croix Rouge équatorienne...), dont les partenariats se réduisent au fil des années. Des victoires voient le jour : reconnaissance du droit au travail, accès gratuit à l'éducation et aux services de santé, sensibilisation des institutions publiques et de la société civile pour tenter de rendre effectifs les droits des demandeurs d'asile et des réfugiés.

Jusqu'en 2012, les politiques sont fortement orientées en faveur de la promotion des droits humains. Progressivement, à partir de 2013, en plus de l'accueil, du soutien psychologique et des formations sur les droits, des activités orientées vers l'insertion économique des personnes récemment arrivées sur le territoire sont mises en œuvre : bourse d'emploi, petites formations à des métiers artisanaux ou à la création d'entreprise, ateliers d'éducation financière...

Ces dernières années, le profil des demandeurs d'asile se diversifie : certains viennent d'Haïti, du Venezuela, du Mexique, voire du Moyen-Orient et d'Afrique. Cependant, bien peu se voient reconnaître le statut de réfugié. L'Équateur est actuellement l'un des cinq pays dans le monde où sont testées de nouvelles politiques de moyens de vie auprès des populations réfugiées. Les limites à ces politiques sont la forte discrimination dont souffre la population colombienne, exacerbée par la crise économique, mais aussi le fait que ces emplois sont souvent mis en place au sein de l'économie informelle, et qu'il est difficile pour ces migrants de sortir de simples dynamiques de survie face à un contexte instable de signature des accords de paix, et d'infiltration sur le territoire équatorien de groupes armés colombiens².

Entre discours et réalité

Le discours corréiste qui pouvait apparaître comme particulièrement progressiste et ouvert en matière de politiques migratoires s'essouffle. La promotion des droits humains avait semblé un temps supplanter les politiques sécuritaires qui dominaient jusqu'alors la conception des politiques migratoires latino-américaines. Cependant, ces politiques sécuritaires n'ont pas disparu. Elles réapparaissent progressivement depuis 2009, dans un contexte où les migrations forcées ne décroissent pas au vu des dynamiques conflictuelles qui traversent le sous-continent. En Équateur, le contrôle migratoire semble se renforcer, dans une logique davantage répressive qui n'offre plus la garantie des droits fondamentaux des personnes, notamment leur protection internationale, de surcroît s'agissant des réseaux de traite. Ainsi, il n'est pas possible en la matière d'identifier une différence politique entre les politiques menées par le dernier gouvernement de Rafael Correa et celles mises en œuvre par le gouvernement du Président Lenin Moreno, mis à part une adaptation au contexte régional qui s'est largement tendu.

S'agit-il d'un simple retour d'une politique migratoire sécuritaire tout en conservant un discours favorable aux droits humains ? Ou bien assiste-t-on à la mise en œuvre d'un nouveau régime de gouvernement des politiques migratoires, notamment en matière de régulation des migrations forcées ? Ces questions se posent car le contrôle au nom de la sécurité côtoie un discours favorable aux droits humains, dont l'application reste limitée, faute de repenser plus profondément le modèle d'intégration sociale des

² Comme en témoignent les enlèvements et assassinats perpétrés par le groupe del Guacho en zone frontière ce printemps 2018.

migrants étrangers. La mise en œuvre de la nouvelle loi sur la mobilité humaine en Équateur est décisive dans un contexte politique régional instable, et ce dans le cadre d'un relatif désengagement des acteurs de la coopération internationale.

Encart : Des politiques en faveur des émigrés équatoriens³

Suite à la crise économique qui a provoqué d'importantes vagues migratoires d'Équatoriens en recherche d'un meilleur avenir à l'étranger, le gouvernement de Rafael Correa fait de cet enjeu l'un de ses principaux chevaux de bataille. En effet, les transferts d'argent des émigrés équatoriens sont la deuxième source de revenus extérieurs de l'économie nationale. Les associations de migrants à l'étranger, principalement en Europe (Espagne, Italie) et aux États-Unis, sont favorables au gouvernement d'Alianza País. Le discours corréiste promeut le retour de l'émigré équatorien et propose des politiques pour faciliter sa réinsertion productive et symbolique. Ce discours s'appuie sur deux dynamiques : la délégitimation du modèle néolibéral et des politiques mises en œuvre par ses prédécesseurs, et la promesse d'une transformation au travers de la figure sociale des émigrés comme exilés de la pauvreté, dont l'État valorise les compétences et les expériences à l'étranger pour stimuler son économie. On assiste à un réengagement de l'État auprès de ses ressortissants qui vivent à l'étranger, par l'intermédiaire de ses consulats et des institutions étatiques dans le cadre du retour au pays des Équatoriens : création de services d'aide sociale et juridique pour les migrants, élargissement du droit de vote et création officielle d'une cinquième région (circonscription administrative des Équatoriens à l'extérieur), reconnaissance constitutionnelle du droit à migrer et protection de la famille transnationale. L'État cherche à canaliser les transferts d'argent des émigrés vers l'investissement productif, il appelle ses ressortissants à revenir au pays et à s'y réinsérer en tant qu'acteurs du développement grâce à leur potentiel de création d'emploi et de transfert de technologie. Le projet de la Banque des migrants vise à canaliser les *remesas* vers des organismes de crédit et à financer les projets productifs des personnes. Le projet Cucayo aide certains migrants à créer une entreprise. La figure du migrant entrepreneur est donc au cœur du projet porté par l'État. Mais ces politiques étatiques d'accompagnement de ce « retour productif » au pays se révéleront limitées et décevront de nombreux migrants. En particulier, la fermeture du Secrétariat pour les Migrants (SENAMI) en 2013 montre que ces politiques ne sont plus aussi centrales pour l'État actuellement. Par ailleurs, de nombreux migrants ont des difficultés à monter une entreprise viable, faute de formation, et un nombre limité trouvera des emplois au niveau de leur expérience et diplômes. Cette déception des migrants équatoriens de retour au pays aura des répercussions électorales les votes pour Alianza País à partir de 2013.

Encadré : En juillet 2016, une centaine de migrants cubains s'étaient mobilisés pour que l'État équatorien leur affrète un avion pour le Mexique, dans le but de se rendre ensuite aux États-Unis. Le gouvernement refusa d'accéder à leur demande et leur proposa de déposer des demandes d'asile ou des demandes de visa de migration économique, afin de rester légalement en Équateur ; dans le cas contraire, les autorités les reconduiraient dans leur pays. Les réactions des migrants cubains comme celles des autorités équatoriennes sont le résultat de l'écart entre le discours ouvert de l'Équateur en faveur du droit à la mobilité humaine et la mise en œuvre des pratiques plus limitées, notamment par la souveraineté étatique. Il est possible de faire un parallèle entre cette situation et les dérives qui ont pu être constatées par les ONG spécialisées au poste frontière équatorien de Rumichaca durant l'été 2017. Ces organisations dénonçaient des cas des pratiques administratives non conformes visant à rendre plus difficile l'accès des populations vénézuéliennes au territoire équatorien au nord du pays.

³ Pour en savoir plus, l'article de William Herrera Rios : « Les cheminements pluriels de la transition post-néolibérale en Équateur : les politiques de réinsertion productive des émigrés », *Cahiers des Amériques latines*, 83 | 2016, 75-91. (<http://cal.revues.org/4463>), dont ce paragraphe s'inspire largement.